

Zeitschrift: Bulletin Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse, Verband für Elektro-, Energie- und Informationstechnik
Band: 99 (2008)
Heft: 15

Artikel: "La directive EuP nous occupera encore pour un bon moment"
Autor: Santner, Guido / Beer, Heinz
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-855873>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«La directive EuP nous occupera encore pour un bon moment»

Les produits électriques mis au vert par l'UE

A partir de 2010, un téléviseur en état de veille, donc éteint et sans image, ne devra plus consommer que 1 watt d'énergie. Aujourd'hui, on en est en moyenne à 2 ou 3 watts. Pas notre affaire? Il n'y a plus de téléviseurs fabriqués en Suisse? La même chose est valable pour tous les autres appareils à l'état de veille. Cette mesure, ainsi que toutes les autres édictées par l'Union Européenne dans le cadre de la directive EuP, concerne donc de nombreuses sociétés suisses. Une interview avec Heinz Beer de la Swico.

des groupes de produits verticaux comme les téléviseurs, machines à laver ou chauffe-eau, de l'autre des études horizontales pour plusieurs appareils comme les alimentations secteur, les moteurs ainsi que les pertes en état de veille.

Prenons comme exemple les alimentations secteur. Quelles sont ici les répercussions?

Les alimentations conventionnelles, ces appareils lourds et encombrants qui chauffent en service, vont disparaître. Il n'y aura plus que des alimentations à commutation. L'industrie s'est mise d'accord sur un code de conduite pour l'efficacité d'une alimentation secteur. Suivant la puissance nominale et le point d'exploitation, celle-ci est autour de 85% sur toute la plage de charge.

Comment la Commission décide-t-elle d'une telle mesure?

Pour chaque groupe de produits, tout commence par une enquête. Un institut indépendant, comme l'Institut Fraunhofer, examine où et comment les produits ont un impact sur l'environnement. Ceci se fait par une approche globale sur tout le cycle de

De manière analogue aux directives RoHS ou WEEE, la Commission Européenne travaille actuellement sur des études et mesures concernant la directive sur les produits consommant de l'énergie, Energy Using Products (EuP). Les produits doivent avoir le moins possible d'impact sur l'environnement – que ce soit par la

Guido Santner

consommation d'énergie ou par les substances qu'ils contiennent. Le nom de la directive vient donc avant tout des produits qu'elle concerne et non de l'énergie qu'il s'agit d'économiser.

Bien que la directive aboutisse à des mesures en partie radicales, comme l'interdiction des lampes à incandescence ou des alimentations secteur conventionnelles, elle est peu connue du public. Une interview avec Heinz Beer, responsable du ressort environnement à la Swico. La Swico est l'Association économique suisse de la bureautique de l'informatique, de la télématique et de l'organisation, responsable entre autres du recyclage des appareils électriques en Suisse.

Guido Santner: Monsieur Beer, l'EuP est-elle l'apanage de spécialistes?

Heinz Beer: Oui, c'est un peu vrai. Car l'approche de l'EuP agit au niveau du design des produits. Cela intéresse avant tout les développeurs. Ses effets concernent ultérieurement aussi les consommateurs étant donné que ceux-ci ne peuvent acheter que ce qu'il y a sur le marché.

Qui est concerné en Suisse?

Les fabricants de produits ou composants vendus en Europe. Bien entendu aussi tous les importateurs en Union Européenne.

Quels produits cela concerne-t-il?

La Commission de l'UE a défini une liste de 58 groupes de produits qui doivent maintenant être traités l'un après l'autre – en ordre de priorité suivant les répercussions sur l'environnement. Il y a d'un côté



Figure 1 «Les développeurs sont appelés à réagir.»

vie, de la production en passant par l'exploitation et jusqu'à l'élimination. En outre, toutes les influences environnementales sont prises en considération, non seulement la consommation d'énergie, mais aussi les matières premières.

L'institut propose-t-il des mesures?

Le dernier chapitre contient des propositions sur ce que l'on pourrait améliorer. La plupart du temps, celles-ci sont subdivisées en divers scénarios avec des mesures plus ou moins radicales. Ces propositions sont transmises à la Commission de l'UE avec le rapport.

Et la Commission prend une décision sur la base de ces propositions?

La communication convoque d'abord un forum de consultation: elle y examine les propositions avec des spécialistes de l'écologie des états membres, des ONG comme Greenpeace, des agences à l'énergie et de l'industrie.

D'après votre expérience, la Commission reprend-elle les propositions du rapport d'examen?

Les propositions des différents pays membres de l'UE peuvent varier considérablement. Mais les spécialistes des instituts ont évidemment un poids considérable.

Quels groupes de produits ont déjà été discutés lors d'un forum de consultation?

Les pertes en veille. Les alimentations secteur et luminaires de rue. La perte en veille pour les appareils sans raccordement secteur ne doit par exemple plus dépasser 1 watt, 3 ans plus tard, cela doit être réduit à 0,5 watt. Ensuite, on examinera les boîtiers décodeurs, les téléviseurs ainsi que les éclairages de bureau et domestiques.

Le téléviseur portera-t-il un autocollant EuP à côté de l'autocollant CE?

Non. Si la mesure est une prescription légale, un fabricant ou importateur doit tout simplement la respecter, autrement il ne peut vendre l'appareil. Souvent, il n'est pas édicté de loi, mais on négocie avec l'industrie un code de conduite devant permettre d'arriver au but sur base volontaire. Ou bien on décide comme mesure à prendre d'un label d'énergie comme on le trouve actuellement sur les machines à laver.

Avec quelle rapidité ces mesures seront-elles mises en œuvre?

Un exemple faisant apparaître les délais transitoires est celui des lampes à incandescence: le Conseil fédéral a décidé en mars dernier qu'à partir de la fin de l'année, les sources lumineuses des catégories

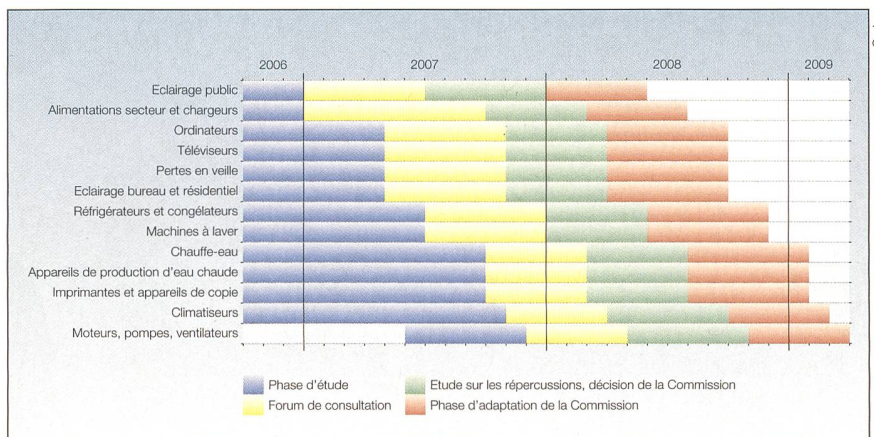


Figure 2 Programme pour les premiers groupes de produits.

d'énergie F et G seraient interdites. Cela correspond à peu près à 25% des lampes à incandescence. Celles portant le label énergétique E resteront probablement en vente jusqu'à fin 2011. Ensuite, il n'y aura vraisemblablement plus de lampes à incandescence.

Dans l'Union Européenne, il y a des ordres de grandeur comparables: les mesures d'évitement des pertes en veille seront décidées cette année, certainement avec un délai transitoire de 1 à 2 ans. Même chose pour les boîtiers décodeurs simples, alimentations externes et autres produits d'éclairage.

Ce temps suffira-t-il à l'industrie?

Ce temps suffira au négociant. Il n'a en effet pas tellement de stocks. C'est le développeur qui doit réagir rapidement afin que ses nouveaux modèles soient prêts à temps. C'est pourquoi il devrait suivre de près les rapports d'examen.

Où le développeur trouvera-t-il les informations?

Les mesures proposées contiennent des recommandations pour la conception, souvent avec des exemples concrets; donc des produits déjà existants. On applique ici la notion de «Best Available Technology».

Les rapports finaux des instituts sont-ils publiés?

Oui. Les études sont très transparentes, tous les résultats sont publics. On les trouve sur internet [1, 2].

Et si une société suisse a des problèmes? Peut-elle influencer les décisions de la Commission?

L'industrie participe aux examens et fournit d'importantes données en la matière. Et je ne pense pas qu'une société suisse pense autrement que les grandes entreprises européennes. Mais bien en-

tendu, si une société veut exercer une influence, elle doit le faire dès le début, lors de l'examen par l'institut – le mieux serait de le faire par l'intermédiaire de l'association européenne de la branche. Plus tard, cela devient difficile.

Revenons aux mesures: est-ce toujours la consommation d'énergie qui est limitée?

La plupart des examens ont révélé que la consommation d'énergie en service représentait le plus fort impact sur l'environnement. L'énergie grise lors de la production et l'élimination des produits ne comptent pas pour beaucoup. Les imprimantes et copieurs font exception. Ici, le papier charge le plus l'environnement et les auteurs du rapport d'examen proposent d'imprimer recto-verso et d'utiliser du papier plus mince, comme cela se fait déjà au Japon. Pour les alimentations secteur, on se demande si par exemple chaque téléphone mobile a vraiment besoin de sa propre alimentation ou bien si l'on pourrait en prendre une pour plusieurs téléphones. Mais c'est ici qu'apparaît déjà le dilemme: étant donné que les nouvelles alimentations sont plus efficaces, il faudrait que le remplacement se fasse le plus rapidement possible.

Y a-t-il encore des alimentations secteur fabriquées en Europe?

Non, elles viennent pratiquement toutes d'Asie. Mais quand Nokia vend un téléphone mobile, celui-ci est accompagné d'une alimentation. Et cela a donc une grande influence sur les alimentations utilisées en Europe.

Quelles sont les sociétés suisses concernées par l'EuP?

En Suisse, on fabrique de nombreux composants. Mais aussi des appareils, par exemple de la marchandise dite blanche:

V-Zug ou Electrolux doivent donc réagir. Les temps sont définitivement révolus où la Suisse était une île.

L'EuP est-elle bonne ou mauvaise pour l'industrie?

Pour les sociétés modernes, elle est un avantage, car celles-ci tiennent compte dès à présent de la consommation d'énergie et emploient des matières premières appropriées. Ces sociétés ont dès maintenant soin de leur image de marque. A ce sujet, il y a également des classements par Greenpeace et d'autres. Mais les imitateurs et les éphémères auront des problèmes comme on l'a déjà vu avec la RoHS.

C'est donc une sorte de label de qualité pour un produit?

Avec la RoHS, l'UE a fixé une norme mondiale que les Chinois ont reprise de même que d'autres pays. La même chose se passera avec l'EuP. Et dès que les gens du marketing auront compris que les consommateurs prennent la technique au sérieux, on verra plus souvent les labels d'énergie et toutes les autres mesures.

La Suisse va-t-elle reprendre les directives de l'EuP?

La Suisse doit introduire le plus rapidement possible des mesures analogues, car l'UE veille soigneusement à ce que des marchandises indésirables n'arrivent pas à l'UE par l'intermédiaire de la Suisse. C'était déjà le cas pour la RoHS. La Suisse devra donc éventuellement prendre les mesures correspondantes. Autrement, nous menacerions le libre échange des marchandises. Il est dit au plan d'action sur l'efficacité énergétique que la Suisse prendra des mesures d'entente avec l'UE.

Mais elle n'a pas voix au chapitre?

Non, la Suisse n'est pas membre de l'UE et n'est donc pas représentée au forum de consultation. Mais la Swico est par exemple représentée au forum par l'Eicta, nous sommes donc de la partie par l'intermédiaire des associations européennes.

Dans quelle mesure tiendra-t-on compte des labels existants comme Energy Star?

Ceux-ci ont une forte influence sur l'EuP. Etant donné qu'Energy Star a déjà actuellement de l'importance, la commission fixe une priorité moindre pour l'examen et les mesures pour ces produits. Aux USA, les services publics ne peuvent acquérir que des appareils conformes à Energy Star. Depuis janvier 2008, la même chose est valable en UE. Le label énergétique, que l'on connaît en Suisse sur les machines à laver

Figure 3 «Pour les sociétés modernes, l'EuP est un avantage.»



ou les voitures, sera également appliqué dans l'EuP. Partout où il y aura des labels correspondants, ceux-ci seront donc repris. Mais le label énergétique ne restera pas statique: au lieu de faire suivre A de signes positifs, on introduira un modèle dynamique. Dès qu'un certain pourcentage d'appareils arrivera à la classe correspondante, il y aura une nouvelle classe plus exigeante. C'est ce qu'a proposé début février l'association européenne des appareils ménagers Ceced.

Pour l'électronique grand public, il n'y a pas encore de label.

Pour les téléviseurs ou l'électronique de loisirs, la consommation d'énergie est déclarée. On ne sait cependant encore s'il y aura éventuellement un label ici également. Pour les chauffe-eau et les machines à laver, on va définitivement en direction du label.

Comment cela va-t-il continuer avec l'EuP?

On entendra encore longtemps parler de l'EuP. Parmi les 58 groupes de produits, 14 ont jusqu'à présent été examinés, 5 autres sont en préparation et 3 ont passé le forum de consultation. Un groupe suivra donc l'autre.

Merci beaucoup pour l'interview.

Liens

- [1] http://ec.europa.eu/environment/sme/index_de.htm
- [2] http://de.wikipedia.org/wiki/Energy_using_Products

Informations sur l'auteur

Guido Santner, Guido Santner, ingénieur électricien EPFZ, est rédacteur du Bulletin SEV/AES. Electrosuisse, 8320 Fehraltorf, guido.santner@electrosuisse.ch

Zusammenfassung

«Die EuP wird uns noch einige Zeit beschäftigen»

Elektroprodukte werden von der EU auf Grün getrimmt. Ein Fernseher darf ab 2010 im Stand-by, wenn er ausgeschaltet ist und nichts mehr anzeigt, nur noch 1 Watt Energie verbrauchen. Heute sind dies im Schnitt 2 bis 3 Watt. Betrifft uns nicht? In der Schweiz werden keine Fernseher mehr hergestellt? Dasselbe gilt für alle anderen Geräte, die im ausgeschalteten Zustand nicht kommunizieren. Diese und alle weiteren Massnahmen, welche die Europäische Union im Rahmen der EuP-Direktive erlässt, betreffen also viele Schweizer Firmen. Ein Interview mit Heinz Beer von der Swico.

(Die deutsche Version dieses Artikels ist in Heft 9/2008 erschienen.)